

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

Projet de loi n° 69

**Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International
Union of Elevator Constructors, Locals 89 and 101»
et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers**

Première lecture



PRÉSENTÉ

PAR M. PIERRE-MARC JOHNSON

Ministre du travail et de la main-d'oeuvre

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1977

Projet de loi n° 69

Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, Locals 89 and 101»
et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 5 de la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» (1974, chapitre 116), modifié par l'article 16 du chapitre 57 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *k* du paragraphe 2, du sous-paragraphe suivant:

«*l*) recourir à tous les moyens nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du bureau de placement du syndicat, s'il en existe.»

Art. 2

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 5, du suivant:

«**5a.** Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil est d'avis qu'un groupement auquel participent des membres du syndicat exerce des activités normalement dévolues à ce syndicat, il peut, par arrêté en conseil, sur la recommandation du conseil d'administration établi par l'article 2 pour exercer les pouvoirs de ce syndicat, assujettir ce groupement à la tutelle du conseil d'administration.

La gestion et la direction du groupement sont alors confiées au conseil d'administration qui en exerce tous les pouvoirs.

NOTES EXPLICATIVES

Les articles 1 à 6 du projet de loi modifient la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et les articles 7 à 14 modifient la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers.

Les articles 1 et 8 précisent les pouvoirs du conseil d'administration établi par la loi à l'égard des bureaux de placement des syndicats.

Les articles 2 et 9 permettent au lieutenant-gouverneur en conseil d'assujettir à la tutelle du conseil d'administration d'un syndicat un groupement qui exerce des activités normalement dévolues à ce syndicat.

Les articles 3 et 11 prohibent la sollicitation d'argent auprès des membres d'un syndicat en tutelle, sans le consentement du conseil d'administration du syndicat.

Les articles 4 et 12 précisent que les poursuites en vertu des loi de mise en tutelle sont intentées par le ministre ou son procureur.

Les articles 5 et 13 permettent au lieutenant-gouverneur en conseil de mettre fin à la tutelle d'un syndicat, d'un groupement ou d'une association.

Les articles 6 et 14 sont de concordance.

L'article 7 a pour effet de mettre en tutelle l'Association unie des ouvriers en tuyauterie du Québec Inc.

L'article 9 a également pour effet de mettre en tutelle l'Association sportive du local 144 inc.

L'article 10 est de concordance.

À compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'arrêté en conseil adopté en vertu du premier alinéa, la présente loi s'applique au groupement visé à l'arrêté en conseil en faisant les changements nécessaires et toute référence qui y est faite au syndicat doit être considérée comme visant également le groupement.

Malgré toute disposition inconciliable de la loi, des lettres patentes ou des règlements du groupement visé par le présent article, ses biens peuvent être utilisés par le conseil d'administration pour les fins du syndicat.»

Art. 3

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

«**10a.** Aucune somme d'argent ne peut être sollicitée ou recueillie sous forme de cotisation, contribution ou autrement auprès des membres d'un syndicat sans le consentement du conseil d'administration de ce syndicat; nul ne peut accepter de recevoir une somme d'argent sous forme de cotisation, contribution ou autrement des membres d'un syndicat sans le consentement du conseil d'administration de ce syndicat.

Toute somme d'argent sollicitée, recueillie ou acceptée contrairement aux dispositions du présent article doit être remise au conseil d'administration du syndicat, sur présentation d'une réclamation à cet effet par le conseil, qui peut en disposer pour les fins de son mandat ou la remettre aux membres qui l'ont versée.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est passible d'une amende d'au plus dix mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.»

Art. 4

L'article 15 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou par une personne qu'il désigne généralement ou spécialement à cette fin.»

Art. 5

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

«**15a.** La mise en tutelle du syndicat ou d'un groupement prend fin à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. »

Art. 6

L'article 16 de ladite loi, remplacé par l'article 19 du chapitre 57 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction. »

Art. 7

L'article 1 de la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers (1975, chapitre 57) est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe 3 du paragraphe *a*, du sous-paragraphe suivant:

«4. Le syndicat professionnel constitué en vertu de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1964, chapitre 146) et connu sous la dénomination de «L'Association unie des ouvriers en tuyauterie du Québec Inc. », groupement de salariés formé pour la poursuite d'un but commun dans le Québec, généralement réputé être affilié ou avoir été affilié à la Fédération des travailleurs du Québec ou au Conseil provincial des métiers de la construction et ayant son bureau d'affaires à Montréal;».

Art. 8

L'article 5 de ladite loi est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *k* du paragraphe 2, du sous-paragraphe suivant:

«*l*) recourir à tous les moyens nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du bureau de placement du syndicat, s'il en existe. »

Art. 9

Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 5, des articles suivants:

«**5a.** Dans le présent article, le mot «association» désigne L'Association sportive du local 144 inc. constituée en corporation

par lettres patentes émises le 14 avril 1970 sous l'autorité de la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271).

La gestion et la direction de l'association sont confiées au conseil d'administration institué pour le syndicat visé au sous-paragraphe 1 du paragraphe *a* de l'article 1; ce conseil d'administration exerce tous les pouvoirs de l'association.

La présente loi s'applique à l'association en faisant les changements nécessaires et toute référence qui y est faite au syndicat doit être considérée comme visant également l'association.

Malgré toute disposition inconciliable de la loi, des lettres patentes ou des règlements de l'association, ses biens peuvent être employés par le conseil d'administration pour les fins du syndicat visé au sous-paragraphe 1 du paragraphe *a* de l'article 1.

«**5b.** Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil est d'avis qu'un groupement auquel participent des membres d'un syndicat exerce des activités normalement dévolues à ce syndicat, il peut, par arrêté en conseil, sur la recommandation du conseil d'administration institué par l'article 2 pour exercer les pouvoirs de ce syndicat, assujettir ce groupement à la tutelle du conseil d'administration.

La gestion et la direction du groupement sont alors confiées au conseil d'administration, qui en exerce tous les pouvoirs.

À compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'arrêté en conseil adopté en vertu du premier alinéa, la présente loi s'applique au groupement visé par l'arrêté en conseil en faisant les changements nécessaires et toute référence qui y est faite au syndicat doit être considérée comme visant également le groupement.

Malgré toute disposition inconciliable de la loi, des lettres patentes ou des règlements du groupement visé par le présent article, ses biens peuvent être utilisés par le conseil d'administration pour les fins du syndicat visé au premier alinéa.»

Art. 10

L'article 10 de ladite loi est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1, de l'alinéa suivant:

«Dans le cas de l'Association unie des ouvriers en tuyauterie du Québec Inc. et de L'Association sportive du local 144 inc., les opérations visées au présent article sont annulables si elles ont été faites le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 69*) ou après cette date autrement que sur décision du conseil d'administration ou de ses délégués.»

Art. 11

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

«**10a.** Aucune somme d'argent ne peut être sollicitée ou recueillie sous forme de cotisation, contribution ou autrement auprès des membres d'un syndicat sans le consentement du conseil d'administration de ce syndicat; nul ne peut accepter de recevoir une somme d'argent sous forme de cotisation, contribution ou autrement des membres d'un syndicat sans le consentement du conseil d'administration de ce syndicat.

Toute somme d'argent sollicitée, recueillie ou acceptée contrairement aux dispositions du présent article doit être remise au conseil d'administration de ce syndicat, sur présentation d'une réclamation à cet effet par le conseil, qui peut en disposer pour les fins de son mandat ou la remettre aux membres qui l'ont versée.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est passible d'une amende d'au plus dix mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.»

Art. 12

L'article 15 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou par une personne qu'il désigne généralement ou spécialement à cette fin.»

Art. 13

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

«**15a.** La mise en tutelle d'un syndicat, d'un groupement ou de l'association visée à l'article 5a prend fin à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.»

Art. 14

L'article 20 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**20.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.»

Art. 15

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.